

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2022



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -146,611 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2022 s'élève à -146,611 Md€ contre -175,044 Md€ à fin septembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+28,433 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 0,854 Md€, une hausse des recettes nettes de 33,695 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 4,408 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 317,410 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,996 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,767 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,023 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,958 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,982 Md€), du programme « Équipement des forces » (0,996 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,890 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,777 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (2,313 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,412 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 3,047 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (2,112 Md€) et du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,880 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2022 s'élèvent à 317,410 Md€ contre 316,556 Md€ à fin septembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,854 Md€) résulte essentiellement de la hausse des charges de la dette pour +12,957 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +12,913 Md€), des dépenses de personnel pour +2,593 Md€ (hausse prévue en lois de finances) et des dépenses de fonctionnement pour +1,974 Md€ (écart

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,209 Md€, principalement au titre du programme « Energie, climat et après-mines » (1,137 Md€) et du programme « Infrastructures et services de transports » (0,719 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,953 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,255 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,842 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,946 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,852 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,112 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,839 Md€).

essentiellement lié à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +1,899 Md€ et à la mission « Défense » pour +1,153 Md€, ainsi qu'à la mission « Aide publique au développement » pour -1,229 Md€, ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -17,081 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -27,747 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -5,502 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +7,748 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 198,133 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 14,250 Md€ (montant essentiellement lié à l'échéance du 15 septembre) ;

► **TVA nette** : 8,964 Md€ ;

► **IR net** : 5,336 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 4,987 Md€, dont 3,625 Md€ de prélèvements de solidarité et 1,432 Md€ d'impôt sur la fortune immobilière ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,217 Md€, dont 1,344 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,820 Md€ ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : 1,812 Md€ (essentiellement des recettes perçues en contrepartie de la prise en charge par l'Etat de frais de dégrèvement et de non-valeur, et des frais d'assiette et de recouvrement de TF) ;

► **Fonds de concours** : 0,737 Md€ (essentiellement des participations finançant les transports) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,188 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,375 Md€, dont -2,002 Md€ au titre de la DGF et -0,666 Md€ au titre du FCTVA.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 227,945 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin septembre 2022 s'élevèrent à 227,945 Md€ contre 195,300 Md€ à fin septembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+32,645 Md€) s'explique

essentiellement par des augmentations de recettes d'IS net pour 20,102 Md€, ainsi que de TVA nette pour 8,060 Md€ et d'IR net pour 4,075 Md€ (hausse prévues en lois de finances).

Recettes non fiscales : 18,493 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2022 s'élevèrent à 18,493 Md€ contre 14,888 Md€ à fin septembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,605 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation de

2,282 Md€ du versement de l'UE destiné à cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance et par une hausse des dividendes et recettes assimilées de 0,827 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -52,847 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin septembre 2022 s'élevèrent à -52,847 Md€ contre -50,964 Md€ à fin septembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,883 Md€) s'explique par des

augmentations de PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,814 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,068 Md€.

Fonds de concours : 4,541 Md€

Les fonds de concours à fin septembre 2022 s'élevèrent à 4,541 Md€ contre 5,214 Md€ à fin septembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,673 Md€) s'explique

essentiellement par la contribution, en 2021, des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -27,334 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,226 Md€ et des recettes pour 7,533 Md€ (dont 3,866 Md€ de CVAE, essentiellement au titre du 2^{ème} acompte, ainsi que 2,793 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale).

Le solde des comptes spéciaux à fin septembre 2022 s'élève à -27,334 Md€ contre -22,926 Md€ à fin septembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,408 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -3,923 Md€

(dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -2,954 Md€, essentiellement en raison d'une hausse des dépenses prévue en lois de finances, et le compte « Prêts à des Etats étrangers » pour -0,838 Md€).

Dettes financières de l'Etat au 30 septembre : 2 277,402 Md€

La dette financière est en augmentation de 104,594 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +109,936 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -12,235 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts (hausse de +6,893 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois		Cumul à fin septembre		Renvoi Page
	Septembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté	
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	3 285	-146 611	-175 044	-175 119	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	29 463	317 410	316 556	316 329	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	34 704	198 133	164 438	164 136	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	5 336	49 213	45 138	45 138	
- IS *	14 250	43 972	23 870	23 870	
- TVA	8 964	79 339	71 279	71 263	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-1 956	-27 334	-22 926	-22 926	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-6 262	173 461			16
Dette financière de l'Etat	20 427	2 277 402			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Dépenses de personnel	11 375	103 361	100 768	100 860
Dépenses de fonctionnement	3 836	49 556	47 582	47 513
Charges de la dette de l'Etat	8	39 531	26 574	26 574
Dépenses d'investissement	1 189	12 735	12 247	12 247
Dépenses d'intervention	12 869	109 460	126 541	126 287
Dépenses d'opérations financières	185	1 719	1 850	1 855
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	29 463	317 410	316 556	316 329
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	38 784	227 945	195 300	194 996
Recettes non fiscales	747	18 493	14 888	14 888
Prélèvements sur recettes	-5 564	-52 847	-50 964	-50 962
Fonds de concours	737	4 541	5 214	5 214
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	34 704	198 133	164 438	164 136
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	40 268	250 979	215 402	215 098
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	5 241	-119 277	-152 118	-152 193
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-152	446	611	611
Solde des comptes de concours financiers	-1 923	-28 006	-24 083	-24 083
Solde des comptes de commerce	148	180	425	425
Solde des comptes d'opérations monétaires	121	-912	1 376	1 376
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-1 956	-27 334	-22 926	-22 926
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	3 285	-146 611	-175 044	-175 119



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 375	103 361	100 768	100 860
Rémunérations d'activité	6 477	59 652	58 010	58 045
Cotisations et contributions sociales	4 817	42 892	42 178	42 234
Prestations sociales et allocations diverses	81	817	581	581
AUTRES TITRES	18 088	214 049	215 788	215 470
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 836	49 556	47 582	47 513
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 138	25 506	23 081	23 082
Subventions pour charges de service public	1 698	24 050	24 501	24 430
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	8	39 531	26 574	26 574
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	8	39 531	26 574	26 574
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 189	12 735	12 247	12 247
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	937	9 660	9 433	9 433
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	252	3 075	2 814	2 814
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 869	109 460	126 541	126 287
Transferts aux ménages	5 629	44 835	42 463	42 082
Transferts aux entreprises	4 993	34 716	56 908	57 007
Transferts aux collectivités territoriales	611	8 429	7 984	7 998
Transferts aux autres collectivités	1 634	20 784	19 054	19 070
Appels en garantie	1	697	131	131
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	185	1 719	1 850	1 855
Prêts et avances	0	40	220	225
Dotations en fonds propres	185	917	904	904
Dépenses de participations financières	0	762	725	725
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	29 463	317 410	316 556	316 329



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2022		Cumul à fin septembre 2021 retraité	Cumul à fin septembre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	145	203	2 490	2 339	2 140	2 127
Action de la France en Europe et dans le monde	110	107	1 548	1 467	1 306	1 307
Diplomatie culturelle et d'influence	12	73	671	605	577	577
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	23	271	268	258	244
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	377	393	3 427	3 361	3 028	3 029
Administration territoriale de l'Etat	214	200	1 812	1 775	1 654	1 658
Vie politique ⁽¹⁾	50	55	415	408	245	257
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	113	139	1 200	1 177	1 130	1 114
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	612	686	2 732	2 598	2 070	2 072
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	482	560	1 745	1 642	1 227	1 227
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	81	77	546	526	409	410
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	48	48	440	429	435	436
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	389	155	4 895	3 975	4 326	4 326
Aide économique et financière au développement	327	76	2 432	1 499	1 128	1 128
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	190	190	1 420	1 420
Solidarité à l'égard des pays en développement	62	79	2 273	2 285	1 778	1 778
Restitution des "biens mal acquis" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	4	8	1 456	1 416	1 582	1 582
Liens entre la Nation et son armée ⁽³⁾	0	0	0	0	20	20
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation ⁽¹⁾	4	8	1 378	1 338	1 479	1 479
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	78	78	83	83
COHESION DES TERRITOIRES	346	1 112	16 693	14 261	12 817	12 835
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	176	183	2 166	1 710	1 649	1 674
Aide à l'accès au logement	2	839	13 008	11 414	10 093	10 093
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	31	28	611	538	511	512
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	19	17	240	186	171	166
Politique de la ville	54	39	396	357	347	347
Interventions territoriales de l'Etat	64	6	271	57	45	44
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	54	57	648	539	522	522
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	39	431	325	320	320
Conseil économique, social et environnemental	0	0	46	46	42	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	18	170	167	160	160
Haut Conseil des finances publiques	0	0	1	1	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
CULTURE	134	241	2 856	2 496	2 460	2 464
Patrimoines	37	95	888	721	870	868
Création	12	32	783	700	684	679
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	24	47	608	506	370	378
Soutien aux politiques du ministère de la culture	61	67	577	568	536	539
DEFENSE	3 184	3 958	39 930	39 218	37 825	37 824
Environnement et prospective de la politique de défense	67	90	1 210	1 438	1 247	1 247
Préparation et emploi des forces	882	890	8 890	8 800	8 056	8 056
Soutien de la politique de la défense	1 953	1 982	20 038	17 245	16 973	16 973
Equipement des forces	281	996	9 792	11 735	11 549	11 549
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	58	64	650	654	561	553
Coordination du travail gouvernemental	52	45	492	476	477	476
Protection des droits et libertés	5	12	95	93	83	75
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	1	8	63	85	1	1
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 847	2 209	29 016	26 232	18 479	18 481
Infrastructures et services de transports	284	719	9 002	6 762	5 929	5 930
Affaires maritimes	4	12	166	146	109	110
Paysages, eau et biodiversité	11	9	190	170	171	169
Expertise, information géographique et météorologie	2	1	426	423	431	431
Prévention des risques	31	21	821	699	616	616
Energie, climat et après-mines	1 295	1 137	5 445	5 132	1 785	1 785
Service public de l'énergie	0	81	10 355	10 273	6 884	6 884
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	218	226	2 175	2 189	2 162	2 164
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	2	2	437	437	392	392



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2022		Cumul à fin septembre 2021 retraité	Cumul à fin septembre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
ECONOMIE	196	341	3 907	3 963	2 757	2 760
Développement des entreprises et régulations	143	294	1 490	1 345	938	941
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	200	150	150
Statistiques et études économiques	36	34	330	334	304	304
Stratégies économiques	17	13	340	336	365	365
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	1 748	1 748	1 000	1 000
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	7	8	204 921	41 886	26 620	26 620
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	7	7	39 095	39 095	26 181	26 181
Appels en garantie de l'Etat	0	1	786	786	205	205
Epargne	0	0	41	41	53	53
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	181	181
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽²⁾	0	0	165 000	1 885	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 039	5 996	58 857	58 636	56 972	56 971
Enseignement scolaire public du premier degré	2 024	2 023	18 191	18 188	17 654	17 654
Enseignement scolaire public du second degré	2 770	2 767	25 970	25 962	25 351	25 355
Vie de l'élève	407	386	5 481	5 414	5 039	5 039
Enseignement privé du premier et du second degrés	524	523	6 066	6 053	5 912	5 912
Soutien de la politique de l'éducation nationale	206	207	2 011	1 895	1 952	1 952
Enseignement technique agricole	108	90	1 138	1 123	1 064	1 059
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	833	844	7 520	7 401	7 338	7 392
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	635	636	5 688	5 602	5 578	5 571
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	55	69	642	629	624	675
Facilitation et sécurisation des échanges	143	139	1 190	1 170	1 136	1 146
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	103	97	1 577	1 381	1 170	1 170
Immigration et asile	72	75	1 225	1 057	883	883
Intégration et accès à la nationalité française	30	22	353	323	287	287
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 ⁽¹⁾	2 178	0	18 322	2 898	2 483	2 477
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	195	210	210
Valorisation de la recherche	0	0	0	441	529	529
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	50	383	622	622
Financement des investissements stratégiques	1 078	0	15 652	1 414	750	750
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	1 100	0	2 620	465	372	366
JUSTICE	785	752	9 999	7 675	7 147	7 147
Justice judiciaire	278	283	2 971	2 895	2 742	2 743
Administration pénitentiaire	313	325	5 247	3 190	2 931	2 933
Protection judiciaire de la jeunesse	70	80	753	696	653	653
Accès au droit et à la justice	80	4	551	473	432	432
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	59	466	418	385	382
Conseil supérieur de la magistrature	9	1	11	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	5	29	462	385	386	388
Presse et médias	5	7	168	174	174	174
Livre et industries culturelles	0	22	294	212	212	214
OUTRE-MER	260	322	2 298	1 873	1 738	1 738
Emploi outre-mer	187	267	1 670	1 443	1 309	1 309
Conditions de vie outre-mer	73	55	628	430	429	429
PLAN DE RELANCE	232	560	3 686	6 888	12 483	12 483
Écologie	88	201	1 826	2 868	2 383	2 383
Compétitivité	79	104	849	1 357	2 059	2 059
Cohésion	66	255	1 011	2 664	8 041	8 041
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	-1	4	1 933	1 961	30 480	30 480
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	95	100	2 405	2 405
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	-1	-1	1 726	1 740	24 682	24 682
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	78	78	622	622
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	2 500	2 500
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	5	34	43	271	271
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 048	1 048	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	552	552	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2022		Cumul à fin septembre 2021 retraité	Cumul à fin septembre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	335	1 953	27 885	22 952	22 839	22 846
Formations supérieures et recherche universitaire	53	87	13 799	11 902	11 556	11 551
Vie étudiante	215	367	2 649	2 233	2 222	2 222
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	36	1 255	7 377	5 215	5 252	5 245
Recherche spatiale	0	114	1 583	1 290	1 256	1 276
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	12	81	1 539	1 598	1 800	1 800
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	30	683	470	483	483
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	19	19	254	242	270	269
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	507	5 559	5 029	5 074	5 074
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	347	3 795	3 433	3 443	3 443
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	735	669	675	675
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	927	956	956
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	148	154	3 849	3 146	3 078	3 083
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	148	152	3 715	2 997	2 930	2 934
Concours spécifiques et administration	0	2	134	149	148	148
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 704	8 706	103 047	103 027	105 074	105 074
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 097	8 099	99 302	99 282	99 996	99 996
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	607	607	3 745	3 745	5 078	5 078
SANTE	34	61	1 391	1 183	1 086	1 087
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	34	61	348	333	289	289
Protection maladie	0	0	1 043	850	797	798
Carte vitale biométrique ⁽⁴⁾	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 764	1 842	16 784	16 209	15 594	15 594
Police nationale	956	946	8 671	8 564	8 151	8 152
Gendarmerie nationale	778	852	7 500	7 164	6 924	6 924
Sécurité et éducation routières	3	4	38	27	23	23
Sécurité civile	26	40	575	454	496	496
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 740	3 777	28 522	23 091	21 249	20 811
Inclusion sociale et protection des personnes	1 500	2 313	13 846	11 821	10 469	10 022
Handicap et dépendance	195	1 412	13 360	10 133	9 873	9 874
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	27	26	25	25
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	43	49	1 090	910	882	890
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	0	200	200	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	101	48	1 262	1 046	945	945
Sport	60	15	439	374	409	408
Jeunesse et vie associative	41	32	679	472	386	388
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	144	200	149	149
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	21	33	459	441	334	282
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	11	111	143	48	48
Transformation publique ⁽¹⁾	4	7	88	104	99	89
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	0	0	4	4	8	8
Fonction publique	12	12	229	163	151	138
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques ⁽²⁾	3	3	27	27	28	0
TRAVAIL ET EMPLOI	1 289	3 047	13 064	11 232	9 977	10 173
Accès et retour à l'emploi	743	880	5 939	5 640	4 886	4 900
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	494	2 112	6 588	5 040	4 522	4 711
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	45	65	70	70
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	51	54	492	488	500	492
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	31 922	38 169	621 145	420 437	421 630	421 404
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	23 217	29 463	518 098	317 410	316 556	316 329

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2022

⁽²⁾ Création en LFI 2022

⁽³⁾ Suppression en LFI 2022

⁽⁴⁾ Création en LFR du 16/08/2022



	Mois	Cumul à fin septembre		
		2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.	Septembre			
Impôt sur le Revenu (A)	6 473	69 178	65 350	65 350
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 812	3 170	3 039	3 008
Impôt sur les sociétés (C)	16 024	66 088	50 074	50 074
Impôt sur les sociétés	15 616	64 431	48 920	48 920
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	307	1 308	821	821
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	100	349	333	333
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	4 987	18 716	18 969	18 932
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	37	759	768	768
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	69	3 408	3 554	3 554
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	610	610
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	1 432	1 855	1 523	1 523
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	100	74	74
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	4	4
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	25	17	17
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	6	27	21	21
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	83	68	68
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	199	187	187
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	3 625	9 424	7 726	7 726
Taxe sur les services numériques	0	359	224	224
Taxe d'habitation sur les résidences principales	-308	1 676	2 709	2 709
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	9	121	946	946
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	2	2
Recettes diverses	106	675	535	498
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 956	14 761	15 231	15 056
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 021	131 350	118 710	118 695
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 217	27 708	29 001	28 956
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	19	549	414	414
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	152	127	127
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	12	60	79	34



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	173	2 237	2 691	2 691
Mutations à titre gratuit par décès	1 171	10 845	10 518	10 518
Contribution de sécurité immobilière	71	681	654	654
Autres conventions et actes civils	25	338	310	310
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	38	432	453	453
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	20	307	297	297
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	23	122	159	159
Timbre unique	56	279	169	169
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	34	407	429	429
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	25	5 161	7 551	7 551
Autres droits et recettes accessoires	0	3	4	4
Amendes et confiscations	3	33	32	32
Taxe générale sur les activités polluantes	5	103	39	39
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	4	49	37	37
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	158	12	12
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	37	38	38
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	17	17
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	24	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	188	1 950	1 818	1 818
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	94	643	234	234
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	58	306	279	279
Prélèvement sur les paris sportifs	51	548	616	616
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	73	76	76
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	76	1 115	866	866
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	46	520	495	495
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	47 490	330 972	300 374	300 070
TOTAL GENERAL (net de R&D)	38 784	227 945	195 300	194 996



	Mois	Cumul à fin septembre		
		2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.	Septembre			
Dividendes et recettes assimilées (A)	48	4 213	3 386	3 386
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	48	1 812	2 089	2 089
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1 283	607	607
Autres dividendes et recettes assimilées	0	1 118	690	690
Produits du domaine de l'Etat (B)	69	620	626	626
Revenus du domaine public non militaire	6	204	161	161
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	14	206	183	183
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	49	206	278	278
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	298	2 196	1 752	1 752
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	66	422	291	291
Autres frais d'assiette et de recouvrement	81	826	806	806
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	27	5	5
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	2	2
Autres recettes diverses	150	917	647	647
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	25	418	312	312
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	35	32	32
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	2	7	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7	10	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	0	271	160	160
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	8	67	89	89
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	21	12	12



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	67	1 771	1 372	1 372
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	13	424	580	580
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	240	159	159
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	6	10	10
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	49	1 032	560	560
Frais de poursuite	1	9	8	8
Frais de justice et d'instance	1	7	8	8
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	9	1	1
Divers (F)	239	9 275	7 440	7 440
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	86	594	325	325
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	16	143	30	30
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	10	10	10
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	4	4
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	2	21	18	18
Recouvrements après admission en non-valeur	11	99	101	101
Divers versements de l'Union européenne	0	7 400	5 118	5 118
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	84	104	38	38
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	20	21	21
Recettes diverses en provenance de l'étranger	6	10	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	22	246	459	459
Produits divers	2	6	985	985
Autres produits divers	5	260	318	318
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	747	18 493	14 888	14 888



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 375	-33 152	-32 338	-32 336
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 002	-20 615	-20 741	-20 718
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-8	-8	-8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-666	-5 161	-3 586	-3 586
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-24	-593	-1 108	-1 108
Dotations élu local	-73	-94	-97	-97
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-27	-61	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	20	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-14	-314	-322	-322
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-2 163	-2 185	-2 185
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-21	-334	-395	-395
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	10	-13	-13
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-80	-80	-80
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-20	-266	-268	-268
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-81	-77	-77
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-68	-68	-68
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	284	-109	-109
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-256	-2 912	-2 587	-2 587
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 188	-19 694	-18 626	-18 626
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 564	-52 847	-50 964	-50 962
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	729	4 195	4 844	4 844
Fonds de concours - coopération internationale	8	346	370	370
TOTAL FONDS DE CONCOURS	737	4 541	5 214	5 214

⁽¹⁾ Création en LFR du 16/08/2022



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
Comptes d'affectation spéciale	5 296	5 144	52 714	50 345	50 345	53 160	50 956	50 956	446	611	611
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	27	177	644	565	565	1 365	1 271	1 271	721	706	706
Développement agricole et rural	9	5	83	95	95	135	129	129	51	34	34
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	43	31	241	167	167	282	281	281	41	115	115
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	11	210	247	247	186	219	219	-24	-28	-28
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	133	209	209	0	133	133	-133	-77	-77
Participations financières de l'Etat	100	0	6 360	4 758	4 758	5 861	3 917	3 917	-500	-841	-841
Pensions	5 089	4 919	45 043	44 304	44 304	45 331	45 006	45 006	289	702	702
Comptes de concours financiers	9 719	7 796	89 476	86 814	86 814	61 470	62 731	62 731	-28 006	-24 083	-24 083
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	152	64	1 648	2 574	2 574	1 103	1 142	1 142	-545	-1 432	-1 432
Avances à l'audiovisuel public	305	15	2 769	2 789	2 789	487	1 101	1 101	-2 282	-1 688	-1 688
Avances aux collectivités territoriales	9 226	7 533	83 509	80 371	80 371	58 756	58 572	58 572	-24 753	-21 799	-21 799
Prêts à des Etats étrangers	26	149	643	372	372	843	1 410	1 410	200	1 038	1 038
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	11	35	905	708	708	280	506	506	-625	-202	-202
Comptes de commerce	444	593	44 490	31 443	31 443	44 670	31 868	31 868	180	425	425
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	77	89	739	496	496	683	436	436	-56	-60	-60
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	18	147	137	137	143	147	147	-3	10	10
Couverture des risques financiers de l'Etat	4	4	1 703	2 276	2 276	1 703	2 276	2 276	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	100	82	475	483	483	562	549	549	88	66	66
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	140	171	40 621	27 626	27 626	40 647	27 833	27 833	26	207	207
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	2	0	7	2	2	5	6	6	-2	3	3
Opérations commerciales des domaines	3	10	41	37	37	78	72	72	37	35	35
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	5	23	19	19	18	21	21	-5	2	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	98	213	734	366	366	831	529	529	97	162	162
Comptes d'opérations monétaires	353	474	3 003	849	849	2 091	2 225	2 225	-912	1 376	1 376
Emission des monnaies métalliques	0	43	97	67	67	222	199	199	125	132	132
Opérations avec le Fonds Monétaire International	281	431	2 822	766	766	1 864	2 021	2 021	-958	1 255	1 255
Pertes et bénéfices de change	72	0	83	16	16	5	5	5	-79	-11	-11
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 812	14 006	189 683	169 451	169 451	161 391	147 780	147 780	-28 292	-21 671	-21 671
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 531	13 575	186 860	168 685	168 685	159 526	145 759	145 759	-27 334	-22 926	-22 926



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-61	229
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	17	1	18
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	351	4 121
		Total organismes à caractère financier	4 077	291	4 368
	CEPL	Régions	5 471	-1 218	4 253
		Départements	10 159	2 088	12 247
		Communes	29 107	1 739	30 846
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	-417	18 574
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-133	2 232
		Autres	9 903	34	9 938
		Total CEPL	75 996	2 094	78 090
		Etablissements publics de santé	8 128	697	8 825
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-7 959	20 129
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	-855	23 134
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	1 518	6 289
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-108	2 067
		Total établissements publics nationaux	59 022	-7 404	51 619
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 453	-1 953	8 501
		Union européenne	4 042	3 796	7 838
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	99	5 899
		GIP	1 616	411	2 027
EPL		2 662	686	3 348	
Autres correspondants		2 997	-106	2 891	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		21	-21	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 096	1 069	14 164	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	174 815	-1 411	173 405	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	10	57	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	47	10	57	
Total Passif (A)		174 862	-1 400	173 462	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		174 861	-1 400	173 461	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2022
Titres négociables (A)	2 145 136	97 701	2 242 837
Titres négociables à moyen et long terme	1 989 757	109 936	2 099 693
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	109 936	2 099 693
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	109 309	1 862 705
- <i>taux variable</i>	208 430	2 401	210 831
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	155 379	-12 235	143 144
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-12 235	143 144
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	27 673	6 893	34 565
TOTAL (A+B+C)	2 172 809	104 594	2 277 402



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.